

32

E 2500(-)1990/6/100
[DoDiS-15164]

*L'Ambassadeur de Suisse à Paris, P. Micheli,
au Chef du Département politique, M. Petitpierre*

VOYAGE EN ALGÉRIE

R

Paris, 23 mars 1959

Ainsi que vous m'y avez autorisé¹, je viens de passer une semaine en Algérie. Mon voyage avait essentiellement pour but de visiter nos compatriotes. Ceux-ci étant surtout groupés à Alger et à Oran, je n'ai séjourné que dans ces deux villes. Je suis arrivé à Alger le 12 mars et y suis resté jusqu'au 17. Les notables de la colonie étaient venus m'attendre à l'aérodrome et nous avons passé ensemble la soirée. La journée de vendredi a été consacrée à des visites officielles à M. Paul Delouvrier, Délégué général du Gouvernement, à M. le Préfet Roger Richardot, Administrateur général de la Ville d'Alger, à M. Raymond Deugnier, Préfet d'Alger, et au Général de division Jacques Massu, Commandant de Corps d'Alger et exerçant les fonctions d'IGAME (Inspection Générale de l'Administration en Mission Extraordinaire). Le soir, notre Consul général, M. Voirier, avait réuni à dîner le Général d'Armée aérienne Maurice Challe, Commandant en chef des forces françaises en Algérie, le Général de division Massu, M. Deugnier, M. Richardot et quelques membres du Corps consulaire, ainsi que leurs épouses. En compagnie de plusieurs compatriotes et sous la conduite du directeur de l'urbanisme de la Municipalité, j'ai visité la ville d'Alger le samedi matin. A 13 heures, le comité de la société Helvétique de Bienfaisance – unique association suisse d'Alger – et le personnel du Consulat général m'offraient un méchoui au stand suisse de la Bouzaréa. Le soir, je suis allé chez les Sœurs de Grandchamp, qui ont deux petites Fraternités dans la banlieue d'Alger, l'une dans un bidonville et l'autre dans une cité où ont été relogés les habitants d'un autre bidonville qui a été rasé. Le dimanche a été entièrement réservé à notre colonie, qui s'était réunie nombreuse au stand de la Bouzaréa. Le lundi, avec un petit groupe de compatriotes, nous avons fait une excursion aux ruines romaines de Tipasa. Le mardi, nous devons, avec M. Voirier, nous rendre à Oran en voiture. Comme la route n'était pas sûre, les autorités militaires nous ont conseillé de faire le voyage en avion. M. Gehrig, notre agent consulaire dans cette ville, et M. Scheidegger, président de la Société Helvétique de Bienfaisance, qui est également l'unique association suisse d'Oran, nous attendaient à l'aérodrome. Le mercredi, j'ai rendu visite à M. Rigal, premier adjoint de M. Fouques-Duparc, député-maire, qui était absent, au Général Gambiez, précédemment Commandant des troupes françaises en Tunisie et depuis peu IGAME d'Oran, au Général Pasteur, qui remplissait encore pour deux jours les fonctions de Préfet, et à M. Jeay², nouveau Préfet civil. Dans l'après-midi,

1. Cf. lettre de R. Kohli à P. Micheli du 26 janvier 1959, E 2808(-)1974/13/4.

2. Il s'agit de M. Gey.



nous avons été jusqu'à Mostaganem, où une dizaine de Suisses sont installés et s'étaient réunis pour nous recevoir. Le soir, la colonie suisse d'Oran, à laquelle s'étaient joints quelques compatriotes de Sidi Bel Abbès, avait organisé un grand banquet et la réunion s'est prolongée fort avant dans la nuit. Le jeudi, j'ai eu l'occasion de voir un neveu de ma femme qui fait son service militaire en Afrique. Il est stationné à proximité de la frontière marocaine et m'a raconté un peu sa vie au milieu des indigènes dans une région exposée.

Impressions générales.

Ce n'est pas en une semaine que l'on peut se faire un jugement définitif sur le drame algérien. Néanmoins, au cours de mon voyage, qui fut des plus intéressants, j'ai recueilli un grand nombre d'impressions, que je tenterai de vous rapporter aussi fidèlement que possible. Je me rends bien compte qu'elles sont imprécises et parfois contradictoires. N'ayant pas eu le temps d'en contrôler l'exactitude, elles reflètent surtout ce que j'ai éprouvé personnellement.

Il faut se rendre en Algérie pour réaliser toute la complexité du problème algérien. De loin, on le simplifie d'une façon qui ne tient pas compte des réalités. On a tendance à le ramener à un dilemme et l'on s'étonne qu'il soit si difficile d'en sortir. Sur place, cependant, il s'étend devant vous dans toute sa tragique insolubilité.

Avant mon voyage j'avais toujours de la peine à comprendre la «légitimité française» sur laquelle insiste tellement M. Michel Debré chaque fois qu'il parle de l'Algérie. Ce terme me paraissait dénué de sens lorsqu'il était opposé aux aspirations à l'indépendance des populations indigènes. Or, je dois reconnaître que j'en saisis maintenant la signification, après m'être trouvé en présence de familles fixées dans ce pays depuis 130 ans et qui y ont plongé des racines profondes. L'Algérie est leur terre natale, avec tout ce que cela comporte de liens affectifs. Ils se différencient fondamentalement des Européens que j'ai connus en Extrême-Orient. Ces derniers, à quelques rares exceptions près, retournaient toujours chez eux lorsqu'ils atteignaient l'âge de la retraite. Les pays où ils avaient passé leur vie restaient pour eux des lieux de passage. Les Européens d'Algérie au contraire aiment cette côte nord-africaine où ils sont nés et où, avant eux, sont nées deux ou trois générations d'ascendants. Ils sont devenus Algériens.

Le terme de légitimité a acquis aussi pour moi de la signification lorsque j'ai eu sous les yeux ce qui a été réalisé par la France. Ces réalisations ont été, il est vrai, tardives puisque la plupart sont récentes. Elles sont néanmoins considérables et forcent l'admiration.

M. René Keller, au retour d'une tournée d'information il y a quinze mois, vous avait écrit: «L'Algérie est un vaste chantier»³. En effet, nulle part ailleurs je crois on a autant construit. De ces chantiers, qui demeurent en pleine activité, sont sortis des logements par dizaine de milliers. D'ignobles bidonvilles, dont quelques-uns subsistent encore mais sont appelés à disparaître, ont fait place à des cités salubres. Cet effort gigantesque n'a cependant atténué qu'en partie

3. Cf. le rapport *Voyage en Algérie de R. Keller, non daté (probablement rédigé à fin décembre 1957)*, E 2001(E)1972/33/338.

la misère de la population indigène, qui demeure sans gagne-pain suffisant. Les Sœurs de Grandchamp m'ont dit que celle-ci était obligée de payer maintenant des loyers relativement élevés parce qu'ils sont calculés de façon à amortir rapidement le prix des nouvelles constructions. Ces loyers dépassent les moyens de la plupart des gens. Leur alimentation en souffre et par conséquent leurs conditions de vie demeurent très précaires.

Cette légitimité va bien au-delà des «droits» d'une classe de colons qui ne veut pas être dépouillée de ses privilèges. Elle trouve sa justification dans tout ce qui a été entrepris pour mettre en valeur le pays et dans les sommes énormes qui y ont été investies par la métropole. L'Algérie a toujours coûté à celle-ci beaucoup plus qu'elle ne lui a rapporté. C'est donc une œuvre commune qui est en jeu, à laquelle tient la Nation française dans sa majorité. Lorsque M. Michel Debré déclare: «L'Algérie colle à la peau de tout Français», il exprime ce que ressentent sans doute un très grand nombre de ses compatriotes.

Mais, vis-à-vis de la légitimité française s'en dresse une autre, tout aussi ardente et convaincue, ayant en outre l'avantage d'être portée par un fort courant général: le désir de liberté des populations autochtones. Le heurt entre ces deux légitimités a amené la lutte à laquelle nous assistons. Celle-ci est encore plus impitoyable que je ne le pensais. C'est une lutte sans pitié et sans merci, dans laquelle aucune des forces en présence ne parvient à faire céder l'autre.

Lorsqu'on parcourt le Musée des Antiquités d'Alger, on ne peut qu'être frappé par l'analogie entre la situation actuelle et celle qui se présentait au début de notre ère. De même que les Français, les Romains avaient pris pied dans le pays, l'avaient mis en valeur en repoussant les indigènes vers les montagnes. Ceux-ci cependant n'ont pas plus accepté la présence romaine qu'ils n'ont accepté la présence française. Toute l'histoire de la colonisation romaine, comme toute l'histoire de la colonisation française, est une succession de rébellions réprimées par la force, mais jamais complètement étouffées. La similitude est si grande que les lieux où Numides et Romains s'affrontaient sont ceux mêmes où fellaghas et Français luttent aujourd'hui. L'assassinat de l'instituteur français et de l'institutrice en Kabylie qui a été le début du soulèvement actuel⁴ s'est produit exactement dans la localité où avait pris naissance la grande rébellion du II^e siècle. Les stèles des légionnaires appelés pour mater celle-ci montrent l'importance des forces que les Romains avaient dû mobiliser alors et qui venaient de toutes les parties de l'Empire. Les places fortifiées par les Romains étaient aux mêmes endroits où se trouvent aujourd'hui les centres d'opérations militaires français. Le conservateur du musée a dressé la carte des lieux où ont été trouvés des trésors. Il parlait de l'idée que ceux-ci ayant probablement été enfouis au moment d'un acte de guerre qui obligeait la population à s'enfuir, il serait peut-être intéressant de déterminer où ces agressions s'étaient produites. La carte a révélé que tous ces lieux, sans exception, ont été attaqués par les fellaghas. En me la montrant, le conservateur me disait: «Vous voyez, en faisant de l'archéologie je vis dans l'actualité, et en ouvrant mon journal

4. Cf. *DDS*, vol. 18, N° 133 (DoDiS-9399).

chaque matin je fais de l'archéologie». Alors, comme aujourd'hui, les rebelles descendaient des montagnes et recevaient le ravitaillement de l'actuelle Tunisie et de l'actuel Maroc.

Ces constantes de l'histoire se retrouvent pendant la domination arabe. De toutes les conquêtes que réalisèrent les musulmans, celle de l'Algérie fut sans doute la plus laborieuse. Les Berbères n'ont pas cessé de se soulever contre les nouveaux envahisseurs. Il y a quelque chose de pathétique dans cette lutte millénaire d'une race fière, qui n'est jamais parvenue à constituer un Etat durable et indépendant. Aujourd'hui, pour la première fois, Berbères et Arabes se trouvent unis contre les Français.

L'état actuel de la rébellion peut, je crois, se résumer de la façon suivante: pendant le jour, l'armée française domine à peu près partout; pendant la nuit par contre la campagne est aux trois quarts aux mains des fellaghas et les villes seules demeurent sous le contrôle des Français.

Ceux-ci ont réussi à éliminer complètement le terrorisme dans les villes. Il ne s'y produit pratiquement plus d'attentats. A Alger ou à Oran on circule avec la même sécurité qu'à Marseille ou à Nice. A Alger, le couvre-feu subsiste, mais il n'y en a pas à Oran. En revanche, dans la campagne, où que ce soit, il est dangereux de s'aventurer après le crépuscule.

Je disais tout à l'heure que la lutte était impitoyable. C'est une des impressions les plus marquantes et aussi les plus pénibles que j'ai retirées de mon voyage. De part et d'autre, on abat, le plus souvent sans grande forme de procès, tous ceux qui sont suspectés d'apporter une aide à l'adversaire. La population civile en est littéralement décimée. On m'a affirmé que dans certaines régions 55% des hommes ont été tués, soit par les uns, soit par les autres. Ce chiffre monterait même jusqu'à 95% à quelques endroits.

Le FLN mène son action sur le double plan militaire et civil. Il dispose d'une armée en uniforme qui a ses bases les plus importantes en Tunisie ou au Maroc. De là, des groupes pénètrent en territoire algérien malgré les barrages de frontière (le renforcement de ces barrages rend actuellement le passage plus difficile, à la frontière marocaine tout au moins), y opèrent pendant trois semaines environ, puis retournent à leurs bases pour s'y refaire et s'y reposer. Une fois en Algérie, ils évitent autant que possible les accrochages avec l'armée française. C'est la raison pour laquelle ils circulent surtout la nuit. De jour, ils se dissimulent dans des grottes ou des cavités. A la moindre alerte, ils se dispersent en petites unités de trois hommes et se terrent comme des taupes dans des trous préparés d'avance par la population civile. Ils n'en bougent plus jusqu'à ce que le danger ait passé. L'armée française cherche à déceler ces caches avec l'aide d'indigènes gagnés à sa cause. Lorsqu'elle en découvre, elle en fait le siège. Elle essaie d'y faire pénétrer des prisonniers ou des ralliés pour obtenir la reddition des hommes qui s'y trouvent. Ces pourparlers aboutissent rarement. Les parlementaires sont souvent tués par les rebelles, qui refusent de sortir. Les détachements français enfument alors la cache ou y versent du pétrole qu'ils enflamment. Lorsque les fellaghas voient qu'ils n'ont pas de chance d'échapper, ils préfèrent en général se suicider plutôt que de se rendre.

A côté de ces troupes régulières, le FLN dispose d'une organisation civile et secrète, qui s'étend partout. Elle agit sur la population, collecte des fonds, as-

sure le ravitaillement des troupes, leur prépare des caches. Les Français tentent toujours de démolir cette organisation, sans y parvenir de façon durable.

Comme l'aide que l'armée du FLN trouve ainsi dans le pays lui facilite extrêmement ses opérations, l'armée française cherche à la juguler en groupant la population de certaines zones dans des centres où elle peut mieux la surveiller. Ces groupements comprennent de 1000 à 2000 personnes chacun. Le matin les paysans vont à leurs champs qu'ils cultivent, puis doivent rentrer le soir au centre. Cette méthode aurait donné, paraît-il, d'appréciables résultats. L'armée française, comme les fellaghas d'ailleurs, use largement de la terreur sur la population civile. Toutefois il serait faux de penser qu'elle n'agit que par la brutalité. Elle déploie de grands efforts pour gagner les musulmans par la persuasion et par une aide matérielle. Les officiers en charge de ces groupements, s'ils n'hésitent pas à supprimer un suspect, se donnent aussi avec passion à leurs tâches sociales. Ils jouissent, et je veux bien le croire, d'un certain prestige sur les populations primitives des montagnes.

Albert Camus a écrit une phrase à laquelle j'ai repensé constamment pendant que j'étais en Algérie: «Il y a pour les hommes d'aujourd'hui un chemin intérieur que je connais bien pour l'avoir parcouru dans les deux sens et qui va des collines de l'esprit aux capitales du crime». C'est ce chemin que de nombreux officiers parcourent journallement. Comme Camus, «ils tressent de fils blancs et de fils noirs une même corde tendue à se rompre». Cette corde parviendra-t-elle à retenir l'Algérie et n'est-elle pas affaiblie par les fils noirs, qui entretiennent la haine et appellent la vengeance?

Cette juxtaposition de brutalité et d'humanité se trouve incarnée chez le Général Massu, qui est une étonnante personnalité, anachronique peut-être. S'il avait vécu à une autre époque, il aurait été probablement un de ces constructeurs d'empires dont l'histoire nous enseigne les noms. D'un courage exceptionnel, d'une grande dureté envers lui-même (pendant sept ans il n'a jamais couché dans un lit, nous a-t-il raconté) comme envers les autres, il allie un idéal certain avec des méthodes qui font frémir. Il a adopté deux enfants fellaghas, qu'il élève avec sa propre fille (il a perdu un garçon). Sa femme déploie une activité intense en faveur des musulmans et dirige un grand nombre d'œuvres auxquelles elle consacre dix à douze heures par jour. Ni l'un ni l'autre ne s'accordent jamais de repos. Ils ne peuvent concevoir la vie ailleurs qu'en Afrique, à laquelle ils sont profondément attachés.

Au cours de la visite que je lui ai rendue, M. Delouvrier, Délégué général du Gouvernement pour l'Algérie, s'est exprimé avec une grande franchise: «Si j'ai accepté la tâche à laquelle m'a appelé le Général de Gaulle, c'est parce que je suis intimement convaincu que la voie suivie par lui est la seule qui nous soit ouverte dans les circonstances actuelles. Des négociations avec le FLN sont impossibles. L'écrasement de la subversion l'est tout autant. La population musulmane est écartelée entre nous, qui représentons pour elle l'ordre, la sécurité, la possibilité d'un mieux-être et le FLN, vers lequel la pousse un sentiment de fraternité. Il ne nous reste donc pas d'autre choix que de mener à chef ce que nous avons entrepris et développer économiquement et socialement le pays, en espérant créer ainsi des conditions qui rallieront les musulmans.»

Cette idée est à l'origine du plan de Constantine qui doit promouvoir l'industrialisation de l'Algérie. A Bône, un grand ensemble sidérurgique doit être installé. De nombreux avantages seront accordés aux industriels métropolitains et étrangers qui se fixeront dans le pays. Avec le gaz d'Hassi-R'Mel ils sont assurés d'une énergie très bon marché. L'œuvre est immense. Elle nécessitera des capitaux considérables. Elle représente certainement un acte de foi. On peut se demander toutefois quelles sont ses chances de succès.

Aucune des personnalités dirigeantes d'Algérie n'a affiché devant moi un optimisme factice comme avait coutume de le faire M. Lacoste. Toutes au contraire, y compris le Général Massu, ont parlé de leurs difficultés. Mais chez aucune non plus je n'ai décelé de découragement ou de pessimisme. Elles m'ont toutes parues réalistes et déterminées.

Dans un article du dernier numéro de «sélection du Reader's Digest», on raconte que lors des récents entretiens à Paris, le secrétaire d'Etat américain, Foster Dulles, interrogea le Général de Gaulle sur ce qu'il comptait faire pour régler le problème algérien⁵.

«Il y a des problèmes que l'on ne résout pas – aurait répondu de Gaulle – il faut vivre avec eux.»

Puis, après un silence:

«Monsieur Dulles, avez-vous trouvé la solution du problème noir aux Etats-Unis?»

Effectivement, en Algérie on vit avec le problème.

Je ne pense pas que la paix soit rétablie dans un proche avenir, ni même qu'un cessez-le-feu ait lieu bientôt. Mais la situation actuelle peut, me semble-t-il, se prolonger longtemps encore si la métropole reste dans les mêmes dispositions qu'à présent et accepte l'effort qui lui est demandé.

Colonie suisse.

Comme le nombre de nos compatriotes établis dans la campagne est très restreint, peu sont touchés matériellement par les événements. Au contraire, la plupart bénéficie de l'essor économique actuel. J'ai eu l'impression que beaucoup faisaient même de brillantes affaires. Ils ne sont donc nullement démoralisés. Ils n'ont pas non plus besoin d'être réconfortés. Ma visite cependant leur a fait plaisir je crois, car ils y ont vu un témoignage de l'intérêt des autorités fédérales. Ils m'ont paru très unis, attachés à l'Algérie où beaucoup sont fixés depuis longtemps, et ne songeant pas à la quitter. Je n'ai recueilli aucune doléance de leur part. Leur accueil a été chaleureux et ils se sont mis en quatre pour rendre notre séjour, à ma femme qui m'accompagnait dans ce voyage, et à moi-même aussi plaisant que possible.

Consulat général d'Alger et Agence consulaire d'Oran.

Vous connaissez suffisamment M. Voirier pour que je n'aie pas besoin de vous faire son éloge. Comme partout où il a été précédemment, il est apprécié à Alger. Il jouit de l'affection et de l'estime de la colonie. Il est bien secondé par ses collaborateurs et son Consulat général fait une excellente impression.

5. Ces entretiens ont lieu les 6 et 7 février 1959.

M. Gehrig, notre agent consulaire à Oran, est très actif et remplit sa tâche avec un grand dévouement. Il a de l'autorité sur la colonie, dont, à côté de M. Scheidegger, le président de la Société Helvétique de Bienfaisance qui doit quitter prochainement l'Algérie, il est le véritable chef⁶.

6. *Après réception du rapport, M. Petitpierre adresse à son auteur ces commentaires: J'ai bien reçu le rapport que vous m'avez adressé le 23 mars sur votre voyage en Algérie. Je l'ai lu avec un grand intérêt et mis en circulation auprès des autres membres du Conseil fédéral. Vos impressions correspondent aux renseignements que nous avons d'autres sources sur la situation en Algérie et sur l'impossibilité de trouver une solution satisfaisante aux problèmes que posent les relations entre l'Algérie et la France. Cf. la lettre de M. Petitpierre à P. Micheli du 25 mars 1959, E 2001(E)1972/33/338.*